



CONTRE LE GOUVERNEMENT, CONSTRUIRE ET UNIFIER LES MOBILISATIONS

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com - 14 février 2018

Le climat social change. Les jeunes contre la sélection, les salariéEs des Ehpad et des hôpitaux pour des moyens, les cheminotEs, les travailleurs/ses de chez Carrefour : chacun se bat contre les licenciements, pour obtenir des moyens et de meilleures conditions de travail ou d'études.

Des mobilisations sur les lieux de travail

A Carrefour, 2400 licenciements sont annoncés alors que le groupe réalise plus d'un milliard d'euros de bénéfices par an, profite de 400 millions d'exonération de cotisations sociales par an... qu'il transfère à ses actionnaires.

Chez PSA, des licenciements sont également annoncés. Le groupe profite des nouvelles réformes du gouvernement : les ruptures conventionnelles collectives. À Ford Blanquefort, notre porte-parole Philippe Poutou et ses camarades sont confrontés au danger de fermeture de leur entreprise.

A la SNCF, une grève aura lieu contre la dégradation des conditions de travail et de sécurité. Plusieurs dizaines d'hôpitaux et Ehpad sont touchés par des grèves dues au ras-le-bol des personnels qui ne peuvent faire face au manque de moyens.

La jeunesse montrera-t-elle la voie ?

Des journées de mobilisation, les 1^{er} et 6 février, ont commencé à rassembler les opposants à la sélection dans les universités. À l'appel des organisations syndicales des lycées et universités, elles ont regroupé plusieurs milliers de jeunes et d'enseignantEs. Mais surtout, elles ont enclenché une dynamique, avec plusieurs centaines de personnes dans les assemblées générales, des grèves dans de nombreux lycées, des blocages. La coordination nationale initiée par les organisations syndicales structure la mobilisation. La construction d'une auto-organisation des jeunes et des salariéEs du secteur devra se réaliser par en bas, pour prendre la direction des événements et proposer des rythmes plus soutenus et radicaux que ce que proposeront les directions syndicales, mais sans mettre en péril l'unité du mouvement.

L'enjeu du mouvement est simple : soit la sélection, qui limitera l'accès aux diplômes et poussera dans la

précarité des millions de jeunes, soit le retrait de la loi Vidal, un investissement massif dans l'éducation avec 25 élèves par classe maximum dans les lycées et les TD, davantage de places dans les universités et plusieurs centaines de milliers d'embauches de personnels.

La conjonction de luttes ouvrières et d'une jeunesse en colère, ça ne vous rappelle rien ?

En janvier 1968, les grévistes de la SAVIEM de Blainville ont été les premiers à entamer une grève dure, contre l'arbitraire patronal, pour exiger une hausse des salaires de 6 %, le respect des droits syndicaux et la création d'un fonds de garantie en cas de réduction des horaires de travail.

Rapidement d'autres entreprises entrent dans la grève (Jaeger, SMN, Moulinex etc.) après que le préfet ait violemment fait évacuer les piquets de grève et réprimé la manifestation qui a suivi.

Deux mois plus tard, le mouvement étudiant démarre à Nanterre puis s'étend à toutes les facs.

Pour gagner contre Macron, il faut un grand mouvement unitaire, un nouveau Mai 68 !

Les mobilisations de ces dernières années contre la loi travail ont été conséquentes, mais elles n'ont pas gagné. Le gouvernement Macron cherche à remodeler le pays, en écrasant les salariéEs, les chômeurs/ses et les retraitéEs, en décuplant la précarité, en aidant encore plus le grand patronat. Il ne cédera pas par de simples mobilisations ponctuelles ou sectorielles.

Nous avons besoin d'un grand mouvement de mobilisation, unitaire, construit par toutes les organisations syndicales, politiques, une grève et des manifestations massives qui bloquent le pays et imposent nos revendications. Cela fait maintenant des années que nous subissons touTEs une dégradation profonde de nos conditions de vie, de travail, d'études. Après la victoire historique à Notre-Dame-des-Landes où, après plusieurs décennies de luttes, l'État a dû renoncer à son projet de construction de l'aéroport, nous devons amplifier la remise en cause du gouvernement Macron pour mettre un coup d'arrêt aux politiques antisociales.

762 milliards

C'est, en dollars, le montant de l'augmentation, en douze mois, de la richesse cumulée des 2000 milliardaires à l'échelle de la planète. D'après l'ONG Oxfam, ce total « équivaut à sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde ».

L'accroissement des inégalités dans la France de 2017 ? 28% des richesses créées en 2017 sont allés aux 1% les plus riches alors que les 50% les plus pauvres se sont partagés 5% de cette croissance. 44 milliards d'euros de dividendes ont été distribués par les entreprises du CAC40 en 2017. La suppression de l'ISF et la réforme de la fiscalité du capital va encore accentuer ces inégalités.

Allemagne : augmentation des salaires ... et plus de flexibilité

Des grèves ont eu lieu en Allemagne dans toutes les usines de la métallurgie. Le patronat a lâché une hausse des salaires de 4,3 % plus des primes importantes. Là-bas aussi, pour obtenir des avancées sociales, il faut des grèves, et quand elles sont massives, ça marche ! Dans d'autres branches, les travailleurs réclament maintenant les mêmes augmentations. Les patrons allemands ont largement de quoi payer !

Côté réduction du temps de travail, l'accord passé entre la direction d'IG Metal et le patronat de la région du Bade Wurtemberg (sans consultation des grévistes), fait la part belle à la flexibilité. Le temps de travail individuel pourra être baissé jusqu'à 28 heures par semaine, mais sans compensation salariale dans la plupart des cas, c'est-à-dire 28 heures payées 28. Et l'horaire collectif pourra monter à 40 heures, au-delà de l'horaire légal qui est de 35 heures, quand le patronat le décidera.

L'accord sur le temps de travail pourrait être étendu à toute la métallurgie. Reste à voir si les salariéEs, eux, seront d'accord.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com
<http://www.npa2009.org/>

Solidarité avec les migrantEs

17 février : manifestation à Caen, 14h30 place du Théâtre

Le gouvernement prépare une loi « asile et immigration » qui va aggraver la situation déjà invivable des migrantEs en France. Il veut aussi augmenter les expulsions du territoire.

Déjà, des milliers de personnes qui fuient la misère ou la répression par des dictatures corrompues sont accueillies en France dans des conditions déplorables. Seule la solidarité des habitants - de Ouistreham aux vallées frontalières avec l'Italie... - assure aux migrantEs le nécessaire : un toit, de la nourriture, des vêtements.

Avec la loi qui se prépare, Macron veut restreindre le droit d'asile, augmenter les demandeurs déboutés et en expulser toujours plus. C'est une loi ignoble. Les avocats et les personnels de la Commission nationale du droit d'asile, qui participe à l'examen des dossiers des demandeurs d'asile, ont annoncé qu'ils allaient se mettre en grève reconductible.

Macron se prétend « ni de droite ni de gauche » mais fait la politique la plus à droite possible. Cette politique caresse dans le sens du poil les préjugés racistes et xénophobes colportés par la droite extrême et l'extrême droite, toujours à la recherche de boucs émissaires pour épargner les véritables responsables des difficultés sociales : les amis de Macron, les quelques dizaines de milliers de riches, d'actionnaires dont le but dans la vie est de s'en mettre toujours plus dans les poches.

A Caen, un collectif très large appelle à manifester samedi prochain pour maintenir la pression sur les pouvoirs publics, après deux manifestations qui ont réuni des centaines de personnes à Ouistreham. Adhèrent à ce collectif de très nombreuses associations, des syndicats (la CGT, l'union syndicale Solidaires...), des partis (le NPA, la France Insoumise, le PCF...).

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, une grande manifestation sera organisée à Paris le 17 mars contre le projet de loi scélérate de Macron. Le NPA en est partie prenante.